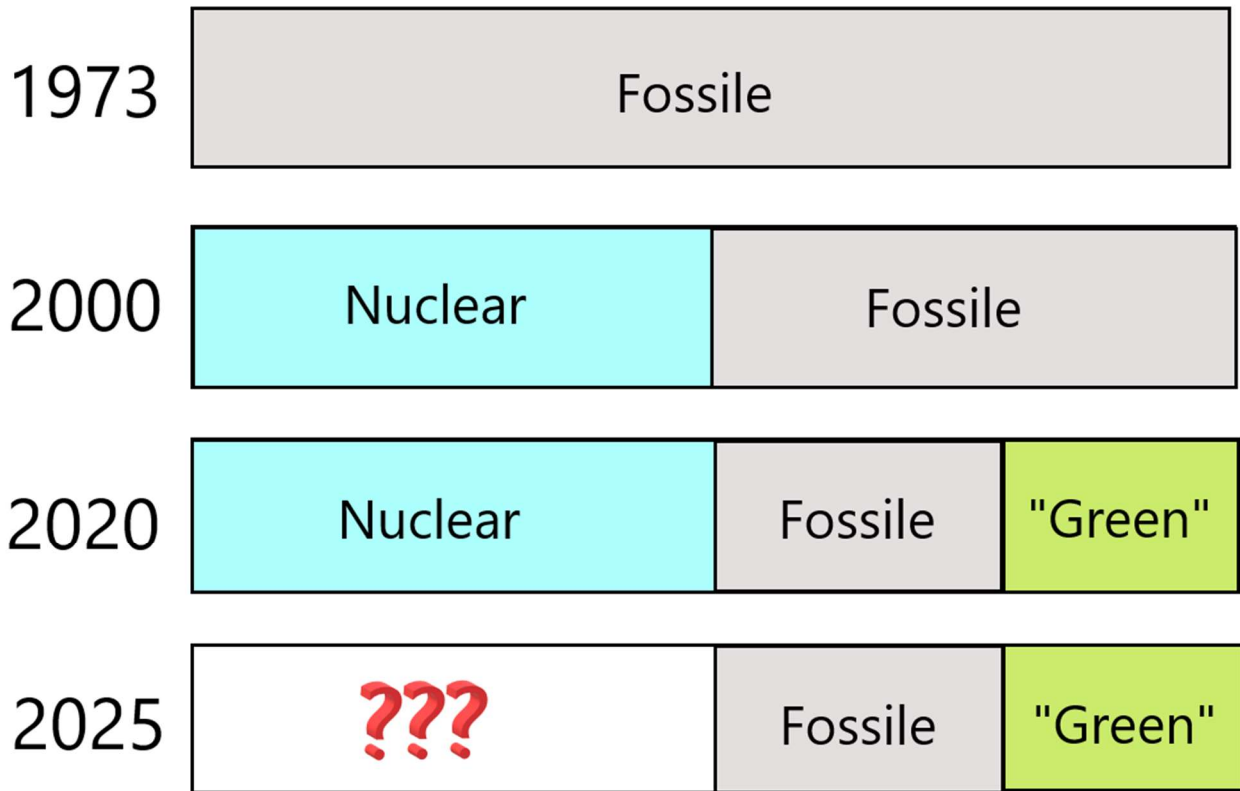


# Danger pour notre sécurité d'approvisionnement



Depuis la crise du pétrole de 1973, la Belgique s'est engagée activement dans la première transition énergétique en réduisant sensiblement sa dépendance aux importations d'hydrocarbures par le développement d'une filière nucléaire très performante.

En 1985, au terme d'un effort de modernisation de son parc électrique sans précédent, elle disposait de 7 réacteurs nucléaires, d'une puissance totale de 6 GW, capables de produire près de la moitié de son électricité, soit environ 45 TWh<sup>1</sup>. Le reste était toujours produit à cette époque par les combustibles fossiles.

En 2003, contre toute attente et contre toute logique, le gouvernement Verhofstat décida que toutes ces centrales nucléaires, qui n'avaient pourtant connu aucune défaillance depuis leur construction, devraient fermer entre 2015 et 2025.

<sup>1</sup> Pour la clarté du texte, les chiffres sont arrondis 5.

*Notre pays s'engageait donc à produire par d'autres moyens l'électricité fournie par ces installations. Il n'y arrivera jamais.*

Le plan du gouvernement était de pousser à un déploiement massif des énergies renouvelables, l'énergie éolienne et l'énergie solaire.

Pour ce faire, il a démarré un programme de subventionnement très généreux pour inciter les particuliers et les industriels à installer et à exploiter des installations fonctionnant à l'énergie renouvelable.

Le pari du monde politique était que cette stratégie allait entraîner la mise sur le marché de nouveaux moyens de stockage de l'électricité, indispensables pour compenser l'intermittence du vent et du soleil et assurer ainsi une production continue d'électricité. Le réseau électrique ne pourra en effet jamais fonctionner avec les seules installations renouvelables, car leur production est par nature irrégulière et largement imprévisible. Or un réseau électrique stable a besoin de sources pilotables, comme les centrales thermiques traditionnelles ou nucléaires, pour ajuster à tout moment la production à la consommation.

*Ces moyens de stockage ne sont jamais arrivés ! De plus, le déploiement du parc de renouvelables s'est avéré bien plus difficile que prévu...*

En 2010, voyant que le plan de remplacement du nucléaire avait pris beaucoup de retard, et qu'il serait impossible de compenser à temps sa disparition, le gouvernement décida sous l'impulsion du ministre Wathélet de construire de nouvelles centrales au gaz pour fournir l'électricité qu'il manquerait inévitablement en 2025.

Cependant, vu les prix du marché de l'électricité à cette époque, l'exploitation de centrales au gaz n'était plus rentable et de nombreux producteurs avaient mis leurs installations à l'arrêt.

Pour relancer cette filière, il fallait donc une fois de plus mettre en place un mécanisme de subventions publiques. Celui-ci ne verra le jour qu'en 2020, et sera baptisé CRM ou Capacity Remuneration Mechanism.

Il faut noter ici qu'alors que l'électricité produite par les centrales au gaz coûterait plus cher à la population que celle des centrales nucléaires, ces subventions alourdiraient encore plus ses factures.

Après avoir été ponctionnée pour subsidier le renouvelable, la population le serait une nouvelle fois pour rendre le gaz rentable pour ses producteurs.

*Décidément, la sortie du nucléaire coutera très cher à notre pays, dont la situation économique est pourtant loin d'être enviable...*

En 2015, alors que la date fatidique d'arrêt de Doel1-2 et Tihange1 arrivait à grand pas, le gouvernement constata que cet arrêt allait mettre en danger la sécurité d'approvisionnement du pays.

En effet, malgré les efforts consentis, les capacités renouvelables ne produisaient qu'une petite dizaine de TWh, et la construction des centrales au gaz complémentaires étaient encore loin d'être entamée.

La ministre de l'énergie Marghem s'opposa donc à la fermeture de ces 3 centrales et fit changer la loi de 2003 pour leur permettre de fonctionner 10 ans de plus, soit jusqu'en 2025. Le gouvernement pensait toujours pouvoir accélérer le déploiement du renouvelable et avoir construit ces centrales au gaz indispensables à leur bonne exploitation à cette date.

Il faut reconnaître que l'effort a été important puisque les renouvelables produisent aujourd'hui près de 20 TWh, c'est à dire un quart de notre électricité.

Il a cependant été bien insuffisant car la Belgique ne peut toujours pas se passer de ses 45 TWh de nucléaire.

En fait l'arrivée de cette production renouvelable n'a fait que réduire la part des énergies fossiles dans notre mix énergétique, tout en réduisant considérablement leurs émissions de gaz à effet de serre.

En effet, les centrales thermiques traditionnelles produisent aujourd'hui un peu plus de 20 TWh, et le charbon et le mazout encore largement utilisés en 2003, ont partout été remplacés par le gaz qui émet près de la moitié de CO2.

Pourtant, ces centrales au gaz sont aujourd'hui vieillissantes et elles vont disparaître progressivement du parc, ce qui nous privera de 10 TWh en 2025.

De nouvelles centrales au gaz sont bien en projet dans le cadre du CRM, mais même si on arrive à lever les obstacles environnementaux que posent leur construction, leur production en 2025 n'atteindrait jamais que 10 TWh, c'est à dire qu'elles remplaceront les vieilles centrales au gaz.

Au final en 2025, l'arrêt de nucléaire créera un manque d'approvisionnement de ...45 TWh, c'est à dire exactement ce que nos centrales produisent toujours aujourd'hui.

Les experts du gouvernement ont bien essayé de démontrer que ces 45 TWh pourraient être importés de nos voisins européens, mais ils n'ont pas tenu compte de l'évolution de leurs parcs électriques respectifs. Or ceux-ci voient aussi disparaître leurs sources de production pilotables, notamment leurs centrales nucléaires et leurs centrales au charbon.

De plus, avec les tensions récentes sur le marché de l'énergie, il est clair que si nos voisins ont un problème d'approvisionnement en électricité, ils donneront priorité à leur consommateurs nationaux au détriment de leurs exportations d'électricité.

Dans ces conditions, nous ne pouvons compter que sur nos propres ressources pour assurer notre sécurité d'approvisionnement en électricité.

*Nous en concluons que dans la situation actuelle, nous ne pouvons absolument pas démanteler nos centrales nucléaires car notre sécurité d'approvisionnement en électricité impose que nous maintenions intactes nos capacités de productions nucléaires.*

Mais notre parc nucléaire est-il encore en état de fonctionner, et en toute sécurité ?

Malgré ce que prétendent les mouvements écologistes, nos centrales sont en parfait état. Elles sont même devenues plus sûres car elles ont été constamment améliorées en suivant les recommandations des organismes internationaux.

C'est pourquoi elles ont passé haut la main les stress tests que les régulateurs internationaux ont exigés à la suite de l'accident de Fukushima.

Elles sont aussi relativement jeunes puisque les dernières construites, Tihange3 et Doel4, n'ont pas 40 ans. C'est peu quand on sait que dans les pays qui n'ont pas renoncé à l'énergie nucléaire, certaines centrales ont déjà obtenu une licence d'exploitation pour 80 ans.

Quant aux prétendues fissures découvertes dans les cuves de Tihange2 et Doel3, il s'agit en réalité d'occlusion d'hydrogène résultant du processus de fabrication de la cuve. Des tests ont été menés par le Centre d'Etudes Nucléaires de Mol, assisté de nombreux experts

internationaux, qui ont montré que celles-ci étaient parfaitement stables et qu'elles n'avaient pas évolué depuis la construction : elles ne présentent donc aucun danger. Du reste, ces mêmes occlusions se retrouvent dans de nombreux réacteurs de par le monde, et on ne les arrête pas pour cela.

Enfin, il appartient à l'AFCN de contrôler l'état de nos centrales et d'exiger leur mise à l'arrêt en cas de danger pour leur sûreté et celle de leur environnement.

Cet organisme a récemment été sollicité par le gouvernement pour valider la poursuite de l'exploitation de Tihange3 et Doel4, et il a remis un rapport tout à fait positif.

Notre parc est donc parfaitement en état de continuer à fonctionner pendant au moins 20 ans, voire 40 ans si on suit les tendances au niveau mondial !

*Nous demandons donc la mise sous cocon des centrales nucléaires qui vont être arrêtées dans les mois qui viennent, car nous sommes persuadés que dans un avenir très proche il sera indispensable de les redémarrer.*